Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences religieuses

Résumé des conférences et travaux

126 | 2019

Annuaire de l'EPHE, section des Sciences religieuses
(2017-2018)

Histoire et doctrines du christianisme latin (Antiquité tardive)

Les évêques et l'État de Constantin aux royaumes « barbares ». Pour une histoire socio-politique de l'épiscopat dans l'Antiquité tardive

Rita Lizzi Testa

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/asr/2772>

DOI : 10.4000/asr.2772

ISSN : 1969-6329

Éditeur

Publications de l'École Pratique des Hautes Études

Édition imprimée

Date de publication : 15 septembre 2019

Pagination : 279-281

ISBN : 978-2909036-47-2

ISSN : 0183-7478

Référence électronique

Rita Lizzi Testa, « Les évêques et l'État de Constantin aux royaumes « barbares ». Pour une histoire socio-politique de l'épiscopat dans l'Antiquité tardive », *Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences religieuses* [En ligne], 126 | 2019, mis en ligne le 23 septembre 2019, consulté le 09 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/asr/2772> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/asr.2772>

Histoire et doctrines du christianisme latin (Antiquité tardive)

Rita LIZZI TESTA

Directrice d'études invitée
Université de Pérouse, Italie

Les évêques et l'État de Constantin aux royaumes « barbares ». Pour une histoire socio-politique de l'épiscopat dans l'Antiquité tardive

I. En faveur des chrétiens, des juifs et des païens :

Constantin entre privilèges fiscaux et constructions sacrées

L'analyse des constitutions impériales rassemblées dans le *Code théodosien*, le *Code justinien* et d'autres sources juridiques donne une vision d'ensemble des privilèges fiscaux que Constantin accorda non seulement aux « catholiques », comme la documentation d'origine chrétienne le rappelle, mais aussi aux prêtres des cultes païens traditionnels et aux patriarches juifs. Les sources archéologiques et épigraphiques de la même époque corroborent le fait que le premier empereur chrétien, tout en promouvant avec un engagement notable la construction d'églises, n'a pas pour autant renoncé à faire achever ou construire *ex novo* des temples, surtout des lieux de culte dédiés à la *domus divina*. Par ailleurs l'inventaire des synagogues attestées durant son règne, même s'il reste lacunaire, montre que l'Empire vit une véritable explosion du nombre des lieux de culte juifs entre le milieu du III^e s. et la fin du IV^e s., précisément durant la période où nous nous attendrions le moins à observer ce phénomène. Au cours de cette première conférence on a examiné les pièces les plus significatives de ce dossier, en faisant porter la réflexion sur les motivations politiques et économiques qui orientèrent la politique religieuse de Constantin.

II. Praesul et possessor : Ambroise de Milan et la propriété privée

La question de l'attitude d'Ambroise de Milan (374-397) à l'égard de la propriété privée a suscité des discussions animées. Une lecture des œuvres de l'évêque italien, dans lesquelles celui-ci oppose la propriété privée à un état dans lequel tous participent de la même nature (*consortes naturae*) et ont le droit de disposer en commun des biens reçus, a favorisé, à la fin du XIX^e s., la conviction selon laquelle Ambroise pouvait être considéré comme un précurseur du socialisme et du communisme modernes. Aujourd'hui de tels passages sont lus avec un regard différent et

l'analyse historique des comportements économiques de l'évêque milanais a connu des développements importants, qui permettent une comparaison avec les idées exprimées dans ses œuvres. La conférence a rendu compte des résultats obtenus dans cette enquête, en soumettant à la critique quelques points encore objets de discussion, tels l'origine aristocratique d'Ambroise, l'identité de son père, la relation économique avec ses frères, et elle a examiné l'action qu'il mena auprès de la cour impériale pour obtenir une révision des constitutions qui limitaient la capacité à hériter des clercs et l'ordination des évêques et des prêtres d'origine curiale.

III. *Tributa sunt purpurae, non lacernae* : la garde-robe de l'évêque dans l'Antiquité tardive

Dans la conclusion d'une lettre adressée au nom du roi goth Théodoric (493-526) au préfet du prétoire Faustus, Cassiodore insère une formule à effet : *Tributa sunt purpurae, non lacernae*. Le *Thesaurus linguae latinae* suggère de la comprendre en attribuant une valeur métonymique aux deux mots : de même que *purpura* fait référence à l'empereur romain qui seul pouvait porter des vêtements bordés de pourpre, de même *lacerna*, qui désigne un type d'habit très commun, évoquerait les citoyens en général. La formule devrait donc être entendue comme signifiant : « Les impôts regardent le roi, non les personnes privées ». Si le sens de la métonymie est clair dans le premier cas, elle paraît beaucoup moins évidente dans le second, car si *lacerna* désigne un petit manteau léger, un vêtement court qui descend jusqu'aux genoux, il ne semble pas pour autant être un habit si commun que l'on puisse en déduire qu'il fait référence ici à l'ensemble des contribuables. La recherche sur les usages du mot *lacerna*, qui a été menée dans cette conférence, a permis de reconstruire les débats de l'époque sur l'habillement des hommes d'Église : il s'agit de débats dans lesquels l'exigence des hiérarchies ecclésiastiques de se définir, en premier lieu, comme un groupe doté d'un *status* équivalent à celui des classes sociales les plus élevées, tenta en vain d'étouffer les prétentions des mouvements ascétiques de valoriser, y compris par un habillement différent de l'habit séculier, la *distinction* morale des évêques et des clercs.

IV. Les évêques *proditores* dans les royaumes « barbares »

Depuis l'époque des rois de Rome le crime de *proditio patriae* visait la trahison en faveur de l'ennemi. Dans l'Antiquité tardive le mot *proditio* ne changea pas de signification – la polysémie du terme resta inchangée – mais le crime entra dans la catégorie de la *laesa maiestas*, si bien que les personnes soupçonnées pouvaient être soumises à la torture sans égard à leur rang, et les esclaves étaient autorisés à accuser leurs maîtres : l'exil ou la peine de mort pouvait frapper qui était reconnu coupable. Un autre élément nouveau dans l'Antiquité tardive est le fait que dans ce type de dossiers apparaissent à côté des hommes politiques des évêques. Dans cette dernière conférence ont été examinés quelques cas d'évêques *traditores* comme celui du pasteur de l'*Augustanae civitatis* accusé à tort par son propre clergé, celui de Volusianus et de Verus de Tours envoyés en exil par Alaric II, celui de Césaire d'Arles sur lequel s'accumulèrent les soupçons et les dénonciations. De tels procès,

dans des régions troublées par l'effacement de l'autorité romaine et le passage sous le contrôle de roitelets « barbares » en guerre les uns contre les autres, conduisent à penser que l'accusation de *proditio patriae* devint un instrument de la lutte politique (*invidia*) et que la question de la confession religieuse n'y joua qu'un rôle dérivé, utilisé pour faciliter le passage d'un parti à l'autre, sans encourir confiscations et autres conséquences graves du point de vue du droit de la propriété.